

Stratégies Saint-Laurent et les comités de zone d'intervention prioritaire (ZIP) : concertation et action pour le Saint-Laurent

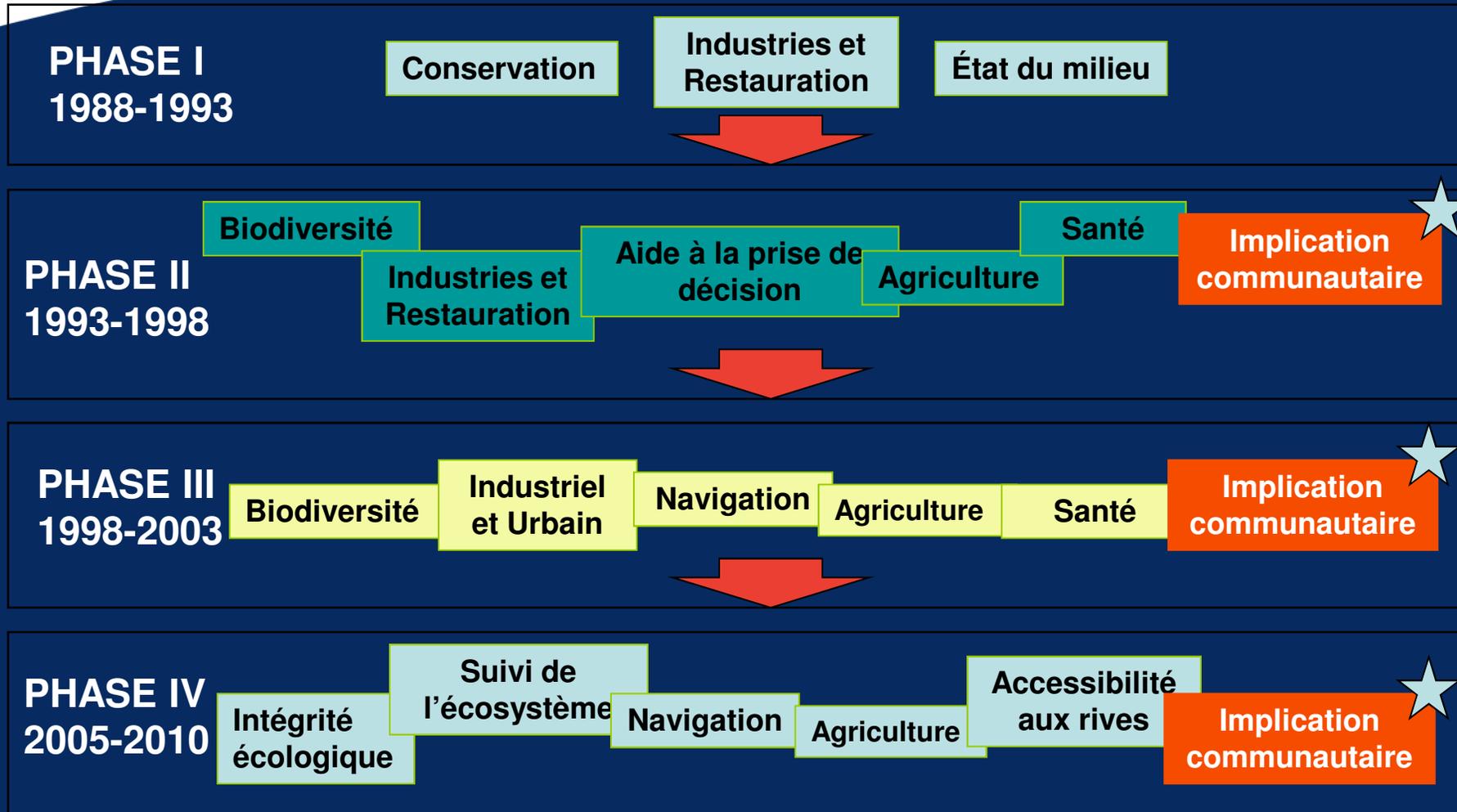


Historique du Plan d'action Saint-Laurent (et du Programme ZIP)

- **Années 80 : Cri d'alarme : le fleuve est mourrant !**
 - 103 grandes industries polluent le fleuve
 - Les municipalités renvoient leurs eaux usées dans le fleuve
- **1988** : Création du Plan Saint-Laurent mais les citoyens ne sont pas invités à participer
- **1989** : Création de Stratégies Saint-Laurent par des groupes environnementaux
- **1993** : reconnaissance et financement de Stratégies Saint-Laurent au sein du Plan d'action Saint-Laurent
- **Début à la fin des années 90** : Création et financement des comités de zone d'intervention prioritaire (ZIP)



Plan d'action Saint-Laurent



Localisation des 12 comités ZIP



Plan d'action Saint-Laurent 2011-2026

Tirés de la présentation d'Environnement Canada (décembre 2011) et de sources diverses et officielles

- L'Entente Canada-Québec sur le Saint-Laurent 2011-2026 (PASL 2011-2026): En continuité avec les phases précédentes du Plan Saint-Laurent
<http://www.planstlaurent.qc.ca/>
- Investissements gouvernementaux globaux lors des phases antérieures:
 - Phase 1 (1988 -1993): 112,9 M\$
 - Phase 2 (1993 -1998): 191 M\$
 - Phase 3 (1998 - 2003): 239,2 M\$
 - Phase 4 (2005 – 2010): 114,2 M\$
- Investissement global phase 2011-2016: **70 M\$** - dont une large part déjà affecté dans les ministères collaborateurs
Gouvernement du Québec : 20,6 M \$
Gouvernement du Canada: 49,0 M \$
- Financement octroyé hors des ministères en phase actuelle:
 - Programme ZIP: 4 815 000\$ (comparativement à 5 500 000\$ en phase IV)
 - Mise en oeuvre de la GISL: 5 120 000\$ (TCR (PGIR) + Forum annuel)
 - Programme interactions communautaires (PIC): 4 872 000\$

Plan d'action Saint-Laurent 2011-2026

Une entente sur 15 ans en trois phases: Phase V: 2011-2016

Le Plan d'action Saint-Laurent : Axé sur l'atteinte de résultats concrets et mesurables selon:

- Une approche par enjeux prioritaires:
 - **Conservation de la biodiversité:** milieux d'intérêt écologique et patrimonial, impacts des CC sur les écosystèmes, contrôle des espèces exotiques envahissantes;
 - **Pérennité des usages:** communautés touchées par l'érosion côtière, exploitation durable des ressources halieutiques, accès public au Saint-Laurent, promotion de la navigation durable, apports en eau nécessaires aux écosystèmes et aux usagers;
 - **Amélioration de la qualité de l'eau:** réduction des sources agricoles de pollution, décontamination de sites de sédiments contaminés et évaluation des effets des substances toxiques, émergentes;
- Une approche basée sur une gouvernance davantage intégrée et participative: mise en œuvre de la GISL



RENOUVELLEMENT des programmes ZIP et PIC en 2015 (2016-2021)

La gestion intégrée du Saint-Laurent (GISL)

- Un nouveau mode de gouvernance dont l'application et les mécanismes ont évolués depuis 2002...

*La gestion intégrée du Saint-Laurent est un **processus permanent** basé sur la **concertation** de l'ensemble des décideurs, des usagers et de la société civile pour une planification et une meilleure harmonisation des mesures de protection et d'utilisation des ressources de cet important écosystème, et ce, dans une optique de développement durable. (PASL)*



Gestion intégrée du Saint-Laurent

Un contexte favorable, une opportunité à saisir:

- Commission Beauchamp (2000)
- Politique nationale de l'eau du Québec (2002) – inscription de la GISL
- Loi sur l'eau du Québec (Loi 27, 2009)
- Plan Saint-Laurent – phase IV (réflexion) et phase V (mise en œuvre)



La gestion intégrée du Saint-Laurent - 2011

La gestion intégrée du Saint-Laurent: Mécanisme de gouvernance tel que proposé en décembre 2011

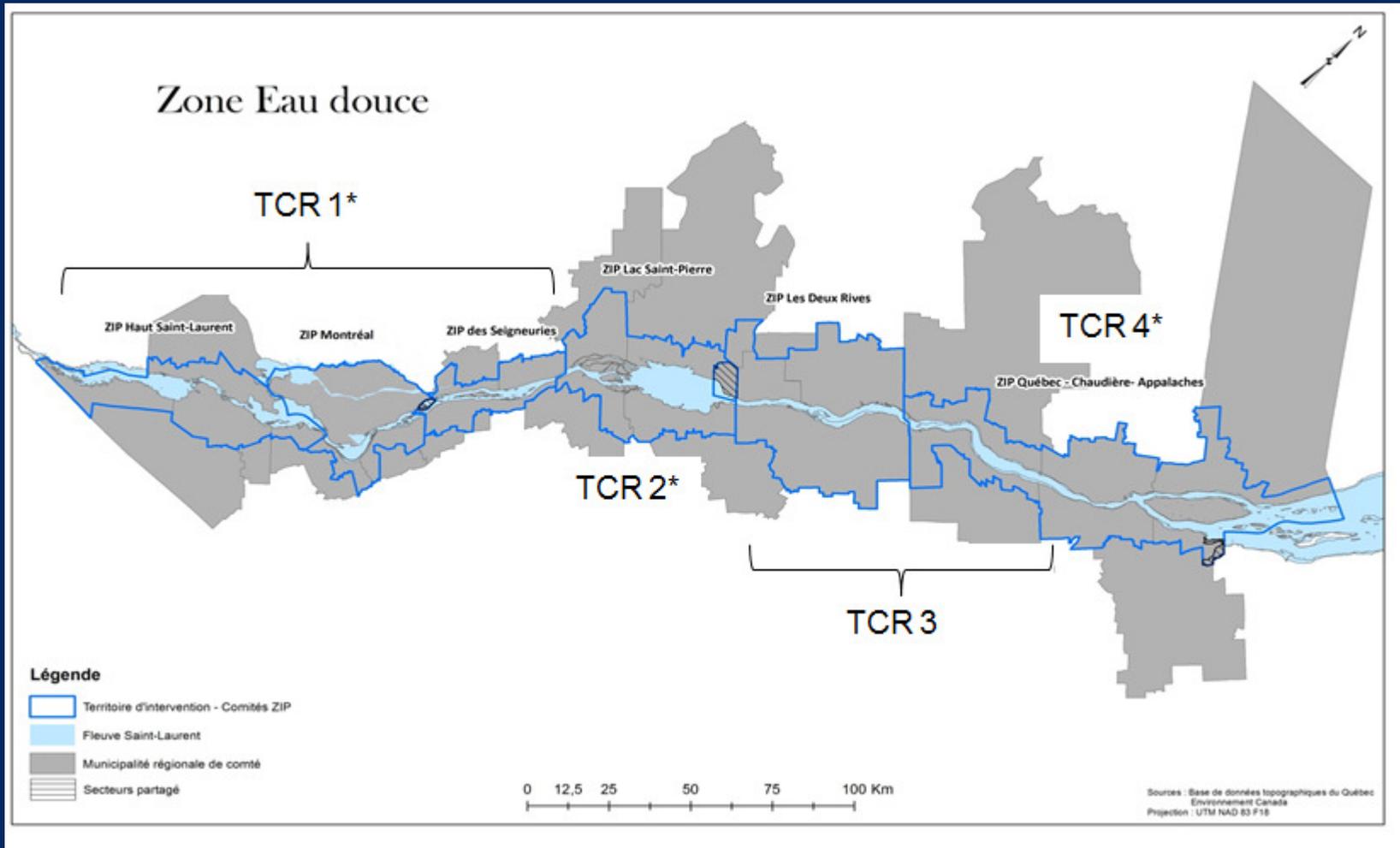
- Les composantes de la gestion intégrée du Saint-Laurent (GISL) sont :
 - un **FORUM ANNUEL** de concertation sur le Saint-Laurent, qui se tient une fois par année, et *qui réunit principalement des membres du Comité de gestion de l'Entente Canada-Québec sur le Saint-Laurent, des représentants du milieu municipal, des Premières Nations, des industries, des usagers et de la société civile (ONG);*
 - des **TABLES DE CONCERTATION RÉGIONALES (TCR)**, mises en place par le MDDELCC avec le soutien des MRC et communautés métropolitaines (CMM et CMQ) et **auxquelles devraient contribuer activement les comités ZIP**
 - 12 tables mises en place **progressivement** lors de la phase 2011-2016 et celles subséquentes (6 lors de la présente phase) – 5 des 6 premières TCR sont coordonnées par des Comités ZIP;
 - *Ultimement, production des Plans de gestion intégrée régional (PGIR).*

La gestion intégrée du Saint-Laurent - 2015

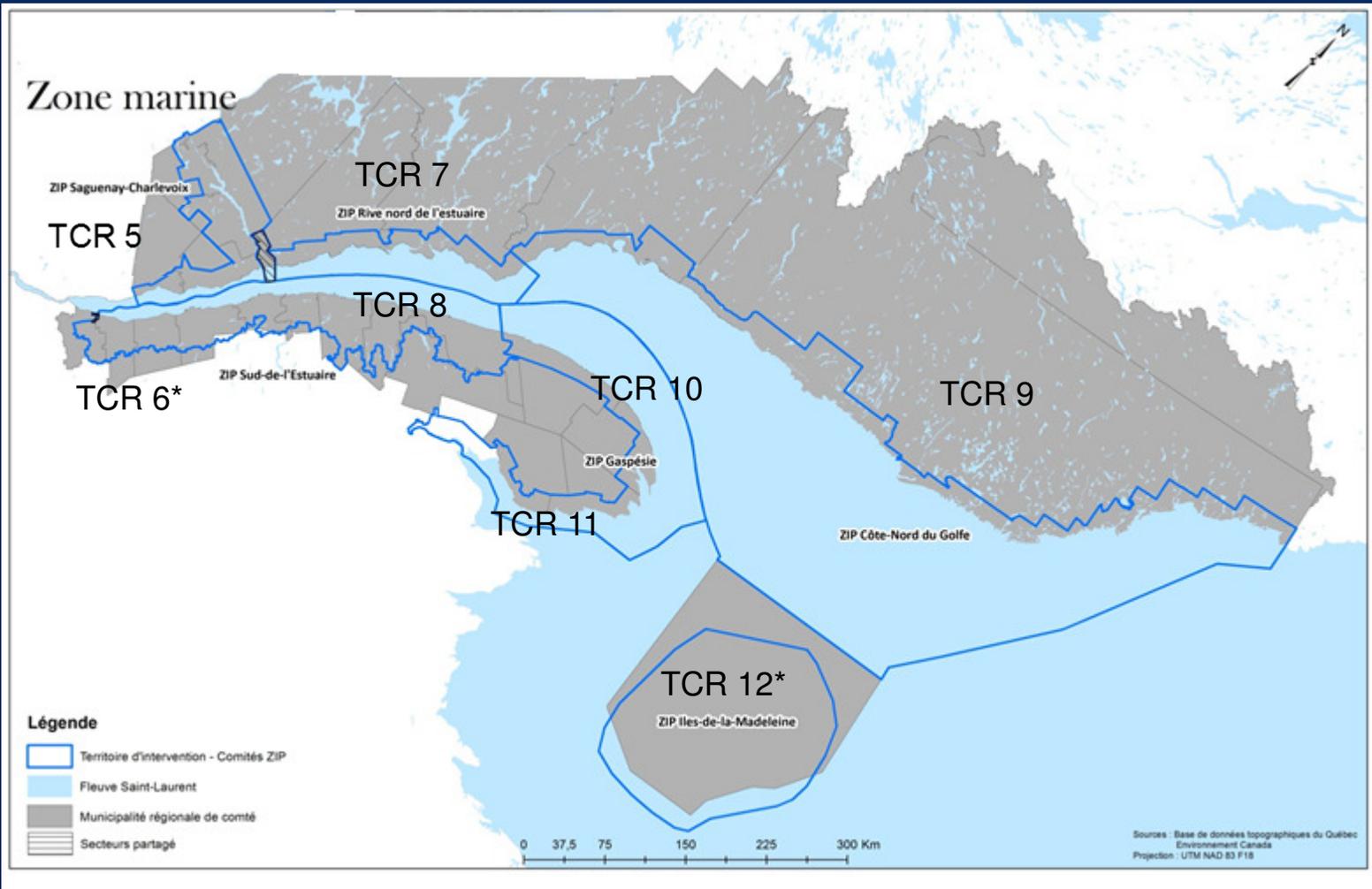
La gestion intégrée du Saint-Laurent: Mécanisme de gouvernance en date d'**avril 2016**

- Les TCR: **TABLES DE CONCERTATION RÉGIONALES (TCR)**: 6 TCR créées à ce jour dont 5 coordonnée par les Comités ZIP (seule exception TCR de Québec (CMQ)):
 - TCR du Haut Saint-Laurent / Montréal Coordonnateur Comité ZIP Jacques – Cartier (3 ZIP)
 - TCR du Lac Saint-Pierre Coordonnateur Comité ZIP du Lac Saint-Pierre
 - TCR de l'estuaire du sud – moyen Coordonnateur Comité ZIP du Sud-de-l'Estuaire
 - TCR des îles de la Madeleine Coordonnateur Comité ZIP des îles de la Madeleine
 - TCR de l'estuaire fluvial Coordonnateur Comité ZIP Les Deux Rives
 - TCR de Québec Coordonnateur CMQ de Québec
- Des structures **adaptées localement**: - conserver un caractère régional
 - Nombre de sièges et participants;
 - Modalités d'élections;
 - Collèges électoraux;
 - Présence de présidence ou non;
 - Des règles de procédures décidées en consensus par la TCR et son comité provisoire.
- **PGIR**: Production des Plans de gestion intégrée régional (**PGIR**) qui devraient comprendre un portrait, un diagnostic, des orientations et des objectifs et des plans d'actions en découlant.
 - Couleur locale répondant au **Cadre de référence** du MDDELCC

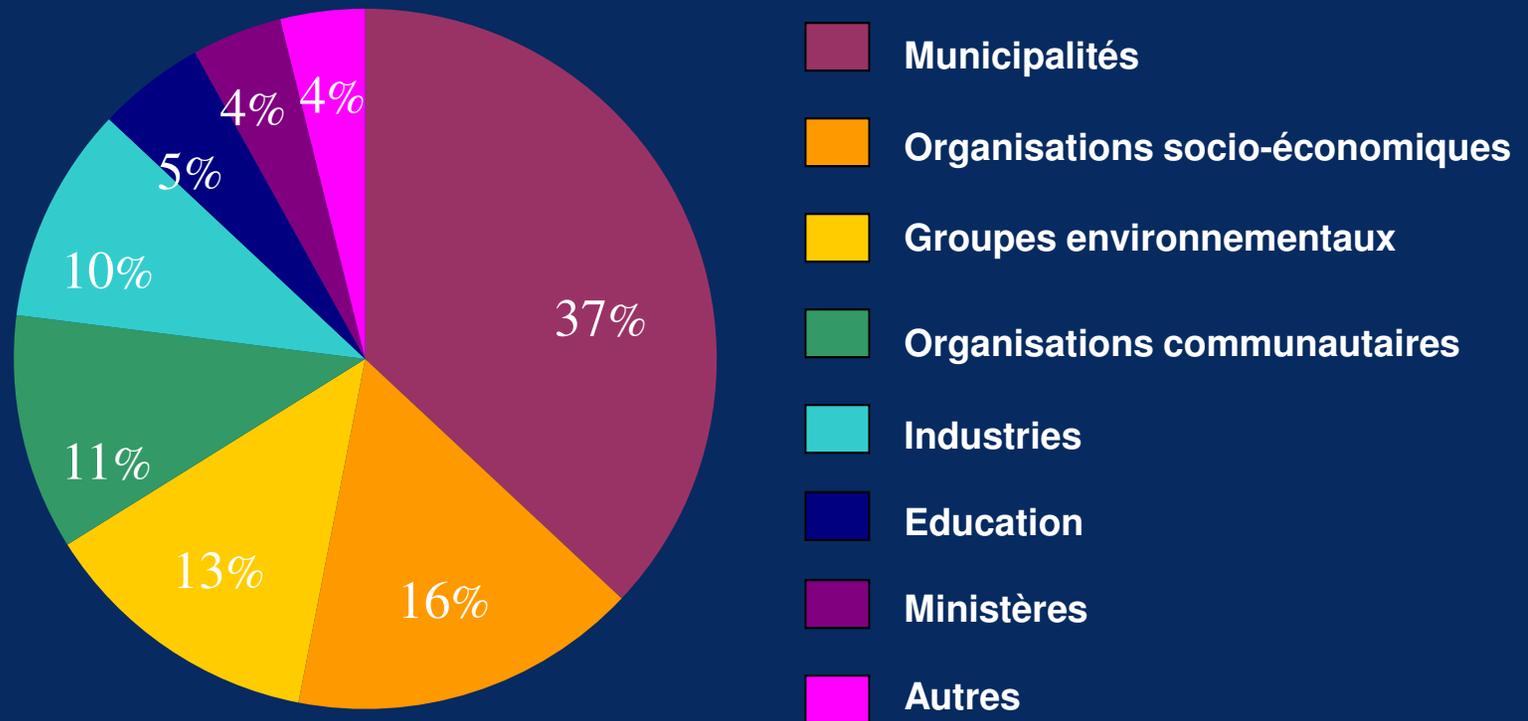
Comités ZIP d'eau douce et TCR



Comités ZIP zone marine et TCR



GISL: les comités ZIP: des organismes multisectoriels (composition des CA)



Le réseau SSL/ZIP: De la concertation à l'action !

Un savoir-faire – Une expertise:

Plus de 1000 projets réalisés ou en cours dont:

- Concertation des collectivités riveraines;
- Transfert de connaissances, éducation et sensibilisation des usagers et décideurs;
- Mise en valeur, développement écotouristique et accessibilité au fleuve;
- Restauration de berges;
- Protection d'habitats et d'espèces;
- Suivi de l'état du Saint-Laurent dont suivi de la pollution municipale, industrielle et agricole et suivi des impacts des usages (ex. navigation et dragage);
- Décontamination de sites;
- Interventions pour la réduction des risques pour la santé humaine et des écosystèmes;
- Acquisition de données environnementales, suivis et écosurveillance.



Portrait global du Saint-Laurent - 2014

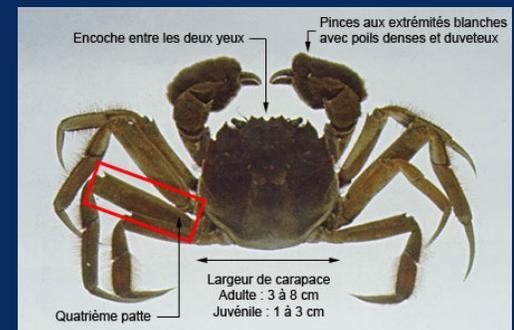
- Amendements agricoles et algues toxiques
- Artificialisation des rives et empiétements
- Pertes d'habitats et biodiversité – Poissons/oiseaux
- Espèces exotiques envahissantes (EEE et EAE)
- Changements climatiques – impacts: niveaux d'eau, température de l'eau (hypoxie), érosion des berges
- Exploration/exploitation gazière et pétrolière
- Nouvelles substances toxiques (PBDE et PPSP)

http://planstlaurent.qc.ca/fr/suivi_de_letat/portrait_global_de_letat_du_saint_laurent.html

Autoroute Dufferin-Montmorency



Crabe chinois à mitaines



Principaux faits saillants en eau douce

- **DÉBITS:** Pour la période de 2008 à 2012, la variation interannuelle et saisonnière a été importante. Les années 2008, 2009 et 2011 se ressemblent beaucoup avec des débits moyens annuels près de la moyenne historique, alors que les débits observés lors des années 2010 et 2012 sont plus faibles (2012 < 7500 m³/s durant l'été) . Principalement à cause des débits sortant du Lac Ontario (débit moyen annuel : 7060 m³/s) et dans une moindre mesure de l'Outaouais ((débit moyen annuel : 1910 m³/s).
- **Qualité de l'eau:** e constat de la qualité de l'eau par les paramètres physicochimiques et bactériologiques est intermédiaire-bon, soit une légère dégradation depuis le dernier rapport. Les rapports de situation préoccupante ont été enregistrés aux stations à l'est de Montréal et à l'entrée du Lac Saint-Pierre. Les facteurs principaux d'influence sont les niveaux d'eau (pouvoir de dilution et réchauffement) et les déversements d'eau usée. Cependant, plusieurs paramètres ne sont pas mesurés.

Remettre le Saint-Laurent au monde !

Des questions ?

Plage de l'Anse-aux-Foulons (ville de Québec) dans les années 1960



www.strategiessl.qc.ca